

Enbata

Interview de
Thomas Pierre

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
21 avril 2011
n° 2175
1,30 €



PAC 2013

Table ronde

d'EHLG

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Renouer le dialogue

DANS un peu plus d'un an les Français trancheront l'enjeu démocratique majeur par l'élection d'un président de la République. Le débat public est déjà dominé par une mise en condition médiatique ravalant la catastrophe nucléaire du Japon, la guerre en Libye, ou la transition militaire du pouvoir en Côte d'Ivoire, au rang d'anecdotes. L'amoncellement de sondages, la débauche de déclarations de candidature, entraînant le craquement des familles politiques et même les silences de ceux qui n'entendent pas se dévoiler trop tôt, occupent l'essentiel des éditoriaux. Décidément l'élection du président au suffrage universel voulue, en cours de route, par le général De Gaulle pour un régime constitutionnellement parlementaire, demeure toujours la clé de voûte et le paradoxe de la démocratie française. Dès lors, ce système hybride, unique au monde, concentre quasiment tous les pouvoirs en un seul homme qui, durant son mandat, n'a de compte à rendre ni à la justice, ni au parlement alors qu'il possède le droit exorbitant de dissoudre l'Assemblée nationale. Avec la transformation du septennat en quinquennat, le déséquilibre institutionnel a été poussé jusqu'à l'absurde faisant élire les députés dans l'élan de la présidentielle, donnant ainsi au nouveau président une majorité docile à l'Assemblée. Le pouvoir absolu d'un homme est ainsi quasi garanti.

Une petite faille existe cependant dans ce bloc jusqu'ici jamais entamé depuis le début de la 5^{ème} République: le Sénat. Bien que le dernier mot dans l'élaboration de la loi revienne à l'Assemblée nationale, il faut, malgré tout, que la Haute assemblée ne traîne pas trop les pieds. Or, le Sénat, grâce à son mode de renouvellement par tiers et son élection au suffrage indirect, a toujours été à droite. On se souvient combien pour la gauche au pouvoir, avec Mitterrand et Jospin, le Sénat fut un frein institutionnel. Mais la lente progression de la gauche aux élections territoriales permet aujourd'hui d'envisager pour la première fois le changement de couleur du Sénat, car 94% des grands électeurs des sénateurs proviennent des municipalités et les 6% restants des Conseils généraux et régionaux. C'est en septembre prochain qu'aura lieu le renouvellement partiel du Sénat dans le tiers des départements dont celui des Pyrénées-Atlantiques qui désignera, au prorata de sa population, trois sénateurs au scrutin uni-

nominal à deux tours. Cette élection, pour être peu populaire, est cependant essentielle dans le dispositif de la présidentielle de 2012. Si la gauche, faiblement minoritaire à ce jour, remporte l'élection de septembre, il est possible qu'elle puisse alors devenir majoritaire. Ce basculement du Sénat serait un acte prémonitoire pour un renversement du sarkozysme quelques mois plus tard. La gauche vainqueur de la présidentielle n'aurait plus le frein institutionnel d'un Sénat hostile comme du temps de Mitterrand-Jospin. A contrario, ce pouvoir de nuisance s'exercerait envers un président de droite élu en 2012. On voit, dès lors, l'enjeu des élections sénatoriales de septembre dans notre département.

Cet enjeu nous pouvons en appréhender les contours depuis la présentation à la presse du projet socialiste par Martine Aubry le 5 avril. Intitulé "*Le changement*" ce projet, construit en trente points, préconise, entre autres, la refondation de la démocratie territoriale par l'abrogation de la réforme Balladur-Sarkozy qui nous a tant occupés ces deux dernières années (1). Ce projet doit à présent être voté par les militants puis être ratifié par une Convention nationale le 28 mai. Les abertzale, si engagés dans la création d'une institution propre à Iparralde, ne peuvent demeurer simples observateurs de la mise en œuvre du projet du PS qui, s'il a le mérite de briser une réforme qui nous laisse sur le bord de la route, ne peut cependant nous satisfaire, car, contrairement à l'Outre-mer, rien n'est prévu pour prendre en compte notre spécificité. Nous étions un certain nombre à avoir ferrailé pour obtenir du PS la création d'un département Pays Basque dans le programme présidentiel de 1981 au cœur des lois de la première décentralisation. Si la promesse corse a été tenue, il n'y a eu que reniement envers les Basques. Cela ne doit en aucun cas nous décourager à poursuivre obstinément notre pression sur la nouvelle donne institutionnelle du PS. Les abertzale doivent impérativement renouer le dialogue avec la gauche française.

(1) Point 30: Pour encourager la démocratie locale, nous abrogerons la réforme territoriale imposée par l'UMP, nous engagerons une nouvelle étape de la décentralisation assurant l'autonomie financière et de gestion des collectivités, une péréquation bénéficiant aux territoires défavorisés et un nouveau pacte de confiance et de développement entre l'Etat et les collectivités.

Kritikatik aterabideetara

A PIRILAREN 15etik, maiatzaren lehenera, José Bové, Paul Ariès, Gus Massiah, Michel Berhocoirigoin, Victor Pachon, Amaia Munoa, Chantal Torre eta beste hainbat pertsonalitatek parte hartuko dute kapitalismotik at diren alternatiben erakusleioa izan den «*Kapitalismoa: nundik da irteera?*» Foroan.

Dudarik gabe, antolatzaileak diren Bizi! eta Manu Robles-Arangiz Fundazioak barne eta kanpo formakuntzari emaiten duten garrantziaren erakusgarriak izanen dira Hendaia, Maulle, Ezpeleta, Baiona eta Hazparden iraganen diren Foroko 10 hitzaldiak.

Molde batez, Foro horrek kapitalismoaren diagnostikoa eta kritika eginen ditu. Oligarkia batzuk nola kapitalaren jabetzaz gain, haren kontrola lortu duten argi utziko da. Errentagarritasunaz kezkatuz... eta ez biztanleen edo jendeen beharretaz, ekoizpen medioak (lurrak, lantokiak, dirua, etab.), bai eta langileak lanean ezartzeko eta ordaintzeko gaitasuna zeri buruz doazen ikusiko da. Eta bereziki etekinen edo irabazien beren ganatzeko eta bateratzeko gehiegikerien ondorioak arlo sozial, geopolitiko eta ekologikoan.

Jendeak eta ingurumena errespetatzen dituen ondasun eta zerbitzu ekoizpen eta banaketa aktibitateak posible direla aldarrikatua eta erakutsia izanen da. Ekonomiak ez duela «*le-gé naturelle*» obeditzen baina jendartearen agindu edo inperati-

boei. Hots kapitalaren errentagarritasunaren galdeari erantzutearen orde, biztanleen edo jendeen beharrei kasu egitea posible dela, planetaren mugak errespetatuz ere, ikusten ahalko dugu!

Gaurdanik posible diren tokiko alternatiba kolektiboak eza-gutzeko parada emanez eta bakotxaren jokamoldeen aldaketa eta praktikaren pedagogia aintzinean emanez hamabostaldi honek ekonomia politikoa dela berriz ere baieztatzen lagunduko gaitu. Begiak idekirik atxikitze eta erreflexu kritikoa lantzeko parada ezin hobea izanen da. Hots, berriz ere herritar, elkarte, sindikal, politika bizian parte hartzearen premia sendituko dugu.

Azkenik, foraren gaiak berak foroa nazioarteko gogoeta eta mobilizazioen baitan kokatzen badu ere, foroaren azken eguna Langileen nazioarteko egunan izanen denez, tokiko eta nazioarte mailako kezken lotzeko okasione bat gehiago ukanen dugu. Ondorioz, Maiatzaren Lehenean manifestazio "*animatu eta aldarrikatzaile*" batekin Baionan «*Dégage le Capitalisme*», lemarekin parte hartzen ahalko da! Berriz ere argi utziz krisiatik ateratzeko ezingo dela ekoizpenen eta produktibismoaren goitizetik pasatu baizik eta aberastasunen «*bixkotxaren*» partekatzezik... bai eta ere «*bixkotxaren*» errezetaren aldaketatik pasatuz! Balia ditzagun beraz «*beste mundu batzuren erakitzeko*» lagungarri izanen zaizkigun hitzordu horiek!



CETTE SEMAINE
TARTARO
S'EST ÉTONNÉ

Une enquête commerciale de la CCI Bayonne Pays Basque

● Pantxoa Bimboire

ZONE d'enquête réalisée sur 37 secteurs d'habitation sur Pays Basque et sud des Landes (350.000 habitants). 1.111 ménages interrogés par échantillonnage au sens socio-démographique (taille du ménage et catégorie socio-professionnelle). 41 produits de consommation courante (8 alimentaires, 33 non alimentaires) recueil de 35.308 actes d'achat entre octobre et novembre 2010, détails intéressants à trouver dans le site de la CCI: www.bayonne.cci.fr

Quelques résultats intéressants

Il ne s'agit pas ici de résumer un travail dense, mais de donner l'envie à chacun d'aller chercher de l'information complémentaire sur les actes d'achat en Pays Basque.

Evolution du nombre des ménages: 165.893 ménages en 2011 (+11% entre 2006 et 2011), avec le sud des Landes et la ceinture Hazparne, Ustaritze, Baradoze, Hiriburu, Bidarte et Senpere à plus de 14%, l'intérieur et BAB n'augmentant que très peu.

Potentiel de dépense en 2011 à 2 milliards d'euros: alimentaire 48%, hygiène/beauté 7%, culture/loisir 8%, équipement de la personne 13% et de la maison 24%, soit sensiblement la même répartition que dans l'hexagone.

Répartition des parts de marché selon les modes de commercialisation entre commerces de moins de 300 m², grandes surfaces (dont hypers, supers, hard discounts, et autres) et autres formes de vente: l'avalanche de chiffres serait un peu pénible à lire, retenons simplement que la répartition comparative selon les deux types de produits (alimentaires ou non) avec le reste de l'hexagone est pratiquement similaire. Si pour l'alimentaire les % commerces de moins de 300 m²/grandes surfaces est de 17%/76%, ces % deviennent 28%/66% pour les produits non alimentaires.

Les chiffres surprenants sur l'évasion de chiffre d'affaire

Ils concernent les achats effectués hors du Pays Basque et, à contrario, les apports extérieurs. Il y a 1.8 milliards d'euros réellement commercialisés. Par différence avec le potentiel évoqué au paragraphe précédent, ce sont 208 millions d'euros au total qui s'évadent du Pays Basque. Pour le cabinet qui a fait cette étude avec les permanents de la CCI, c'est peu: environ 10%, alors que dans d'autres régions comparables on peut atteindre 13%.

La répartition de cette évasion est intéressante: alimentaire 9%, non alimentaire 12%.

Un tableau plus détaillé décrit le % d'évasion par type de produit et la masse de K€ concernée: ainsi, par exemple, le pire comme le prêt-à-porter féminin 21% d'évasion pour 13.000 K€, le moindre comme les produits d'entretien 4% d'évasion pour seulement 1.500 K€. On peut citer aussi d'autres secteurs à forte évasion: maroquinerie, linge de maison, mobilier, appareils tv, hifi, photo...

Comme nous pouvions le penser, sur 84 M€ d'évasion alimentaire, l'Espagne rafle 64% (dont Dantxarinea 29%) et sur 123 M€ d'évasion non alimentaire, la vente à distance représente 38% (dont internet 28%).



Les apports extérieurs

La bonne nouvelle est que les apports extérieurs sont plus du double de l'évasion: 503 M€. Le tourisme prend la part belle de ces apports avec 88%, soit 441 M€. Dès lors, il est normal que les cafés hôtels et restaurants viennent en tête des bénéficiaires de ces apports avec 209 M€. Viennent ensuite les grandes surfaces spécialisées avec 69 M€, puis l'alimentaire 51 M€ etc.

L'effet frontière

La balance apparente avec la frontière est mauvaise: 189 M€ s'évadent et 63 M€ rentrent en Iparralde. Mais à regarder les chiffres de plus près, 147 M€ évadés concernent les alcools 38%, le tabac 67% et l'essence 27%. La balance hors ces trois types de produits est positive de 21 M€. L'harmonisation des taxes au niveau européen combinée à une lutte antitabac et au souci de l'Etat espagnol de récupérer de l'argent pour financer ses déficits, va, dans le futur, aller dans le sens d'un rééquilibrage.

Conclusion

L'intérêt de cette étude est certain et je vous engage à la parcourir. Elle n'est cependant pas assez fine, et, c'est normal, au vu des volumes, pour décrire les comportements encore marginaux (comme l'ensemble des circuits directs). Elle reste aussi particulièrement neutre sur les capacités supplémentaires d'implantation de gros centres type Ikea. Pour les tenants de l'implantation, c'est un million de clients potentiels qui sera attiré et, les retombées annoncées sur le commerce d'Iparralde seraient supérieures à 30% des chiffres d'affaire actuels. Rien n'est moins sûr! Quid des locataires de ces super galeries marchandes prisonnières du capitalisme financier et immobilier? Appartiendront-ils à des commerces indépendants ou seront-ils apparentés à des chaînes?

Autre considération

Il serait aussi utile, mais beaucoup plus complexe de quantifier la part de fabrication intra territoriale sur les 1.8 milliards d'achat (au prix de vente). Quelle est l'origine géographique du produit et comment participe-t-il à des salaires versés en Pays Basque hors ceux de la commercialisation? Ceci est une autre histoire, mais, sans doute, aussi intéressante. Combien représenteraient les produits made in EH, surtout concentrés sur l'agro-alimentaire ou les services, comme les hôtels?

Cher lecteur, je vous laisse sur votre faim...

●●● que malgré les ravages occasionnés par son extraction aux USA, le gouvernement polonais exprime son intention d'entamer l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste sur son territoire. Il est vrai qu'en Pologne on a toujours consommé beaucoup de gaz.

●●● que des milliers de manifestants demandent l'arrêt de la centrale nucléaire de Fessenheim. D'ici qu'ils demandent le rattachement de l'Alsace et de la Lorraine à l'Allemagne qui a décidé de sortir du nucléaire!

●●● que le parrain de Marine Le Pen, surnommé l'empereur de Pigalle, ait été incarcéré pour proxénétisme aggravé. Confondre Le Pen et le pénis, mauvaise passe pour le clan du vieux facho!

●●● que les syndicats de police jugent inapplicable la loi interdisant la burka dans les lieux publics. Une chance pour Aurore Martin?

●●● pas tant que ça qu'après des films en anglais sur *ETB1*, *ETB3*, l'autre chaîne en euskara, se mette à diffuser des dessins animés en anglais. Le PSOE ferait n'importe quoi pour réduire la place de l'euskara à la télévision. Pour les gens du PSOE, tant qu'à rien comprendre, autant se donner l'air d'être «in»!

●●● pas tant que ça de retrouver sur la liste Afflelou/Laporte qui a pris le pouvoir à l'Aviron des gens comme Jean-Marie Berckmans dont on connaît le désintéressement. Sûr que les affaires vont désormais marcher sur les bords de la Nive.



Thomas Pierre :

“Le déni d’histoire est un déni d’humanité”

Thomas Pierre est anthropologue. Il est associé à l'Institut Interdisciplinaire d'Anthropologie du Contemporain (Paris) et au Centre de recherches sur la langue et les textes basques (IKER-Baiona). Il est également membre d'Eusko Ikaskuntza. Lundi à Sare, il présentera l'ouvrage qu'il a publié à l'automne dernier “Controverses institutionnelles en Pays Basque de France. Usages politiques et déconstructions des préjugés socioculturels” (L'Harmattan).

Thomas Pierre nous présente son livre.

ENBATA: Votre ouvrage s'intitule «Controverses institutionnelles en Pays Basque de France. Usages politiques et déconstructions des préjugés socioculturels». De quelles controverses traitez-vous?

Thomas Pierre: Je traite essentiellement de deux revendications, celle du département Pays Basque et celle de la co-officialisation de l'euskara. Je tente de lire à travers les lignes et de comprendre pourquoi et comment les acteurs justifient la nature de leur militantisme. J'ai travaillé sur une période de sept ans, d'octobre 1999 à octobre 2006. Globalement, il apparaît que l'adhésion à l'idée de

reconnaissance institutionnelle du fait basque dépend pour beaucoup de la relation individuelle à la culture basque elle-même. Pour faire simple, celui qui croit au caractère historique et dynamique de la culture basque a davantage de chance d'être favorable à sa reconnaissance politique. Celui qui n'y croit pas et qui ne comprend la culture basque que sous son acception folklorique, statique et ethnique rejette généralement l'idée de son entrée dans la sphère publique.

Enb: Vous déconstruisez particulièrement l'argument central de l'anti-départementalisme basque et de l'anti-militantisme basque en général, celui de l'accusation d'ethnisme.

T. P.: Les acteurs qui rejettent la reconnaissance politique de la langue basque s'appuient sur une lecture à sens unique de l'Histoire: celle selon laquelle le monde basque relève nécessairement — par sa supposée nature même — du «régional» et, par là même, du secondaire, de l'accessoire, du résiduel, de l'essence; le tout constituant et renvoyant à une idée majeure: le caractère «particulier» du monde basque. Mais, ce que je tente de montrer, c'est que lire le conflit basque sous le prisme exclusif du rapport entre universel et particulier relève de l'imposture dans la mesure où s'engager sur une telle voie nécessite d'adhérer à une idée reçue — parce que non discutée et dominante —, celle selon laquelle le monde basque relève nécessairement de l'ethnique. Or, le monde basque n'est ethnique que dans la mesure où il n'a pas accès à l'espace de la citoyenneté. Il n'est ethnique qu'historiquement et non pas naturellement. Lui adosser ce caractère ethnique revient à le considérer d'emblée comme «inapte à», en l'occurrence inapte à s'inscrire dans la sphère du politique, dans la sphère publique. C'est une manière de déshumaniser une collectivité humaine, celle qui se re-



connaît dans le mot basque. Le déni d'histoire est un déni d'humanité. Il est à la source de la négation du droit à l'accès à la citoyenneté. A terme, l'entreprise de disqualification de la culture basque a pour finalité, voulue ou non, la disparition pure et simple de cette collectivité humaine. Et ce, du fait de la combinaison de deux idées: celle selon laquelle les revendications basquistes sont nécessairement communautaristes (bien entendu, puisqu'elles sont basques!) ajoutée à celle d'après laquelle le traitement politique de l'avenir de la langue basque relève, lui aussi, de perspectives ethnocistes.

Enb: Historiquement, d'où cet argument tire-t-il sa justification?

T. P.: Plus loin dans l'ouvrage, je tente de montrer l'influence historique tant de l'Etat-nation en tant que structure que de l'ethnologie en tant que discipline scientifique. En effet, ces deux phénomènes conjoints ont historiquement offert les outils conceptuels permettant l'instrumentalisation de l'idée d'essence basque tout en contribuant à la construction idéologique de deux espaces antagoniques: la citoyenneté et l'ethnité. Dans le cadre d'un long processus historique, particulièrement marqué par les idées nationalistes européennes du XIX^e siècle, le monde basque a été l'objet d'un phénomène d'ethnologisation ou, autrement formulé, de disqualification. La culture basque a en effet subi la tendance de l'anthropologie à lire la réalité sociale sous l'angle de paradigmes idéologiquement très marqués, tels les oppositions binaires ethnopolis, barbare (sauvage)/civilisé, société sans Etat/société à Etat. Aussi, la rhétorique des opposants à l'institutionnalisation du territoire et de la langue basque — qui s'appuie sur une représentation ethnologisée de la culture basque — s'inspire directement (qu'elle en ait conscience ou non) de la typologie scientifique, d'origine évolutionniste et fonctionnaliste, opposant sociétés sans Etat et sociétés étatiques: certaines cultures auraient par nature la propension à s'autogérer politiquement, d'autres non. Les premières seraient aptes à se constituer en communautés politiques quand les secondes auraient un besoin structurel: celui de vivre sous tutelle politique et, à terme, culturelle. C'est pourquoi,



Thomas Pierre

2011KO APIRILAREN 21AN

GOGOETA, EZTABAIDA ETA FORMAKUNTZA TRESNA

MAXIME COMBES (ECONOMISTE, ANIMATEUR DE L'URGENCE CLIMATIQUE JUSTICE SOCIALE) & **SOPHIE CHAPELLE** (JOURNALISTE SPÉCIALISÉE SUR LES QUESTIONS D'AGRICULTURE, DE CLIMAT ET D'HABITAT À BASTAMAG)

Echo des Alternatives



Maison de vente des productions artisanales de la vallée de l'Intag en Equateur où les habitants s'opposent à un effroyable projet de mine de cuivre à ciel ouvert... en développant des activités économiques, socialement utiles et respectueuses de l'environnement, pour leur permettre de vivre de leurs territoires, sur leur territoire.

Maxime Combes (économiste, animateur de l'UCJS) et Sophie Chapelle (journaliste spécialisée sur les questions d'agriculture, de climat et d'habitat à Bastamag) viendront témoigner d'expériences concrètes et particulièrement originales d'agriculture urbaine, d'usines reconverties en fermes écologiques, d'éco-villages, de villes en transition... qu'ils ont étudié tout au long de l'année 2010 en Amérique du Nord et du Sud dans le cadre du projet Echo des Alternatives (www.alter-echos.org).

Lors de la conférence

«Et pourtant, ça existe !»

du Samedi 30 avril à 10h30

à l'IUT Château-Neuf de Bayonne

ils s'appuieront sur de petits

reportages vidéo réalisés

durant leur projet américain.

Voici leurs réponses

aux questions d'Alda!

D'où est venu le projet Echo des Alternatives ?

Le projet Echo des Alternatives (www.alter-echos.org) est né de la rencontre de deux problématiques politiques et d'un projet personnel. Sophie, journaliste indépendante spécialisée dans l'environnement, et moi-même, militant engagé dans le mouvement altermondialiste depuis une dizaine d'années, avons construit et financé un projet de presque 7 mois en Amérique du Nord et du Sud, à la rencontre de ce que nous avons appelé les «*alternatives concrètes et citoyennes*» face aux défis environnementaux et climatiques. Pourquoi ce sujet ? Il ne faut pas suivre le processus de négociations internationales sur le changement climatique depuis très longtemps pour se rendre compte qu'il est illusoire (et dangereux ?) de s'en remettre exclusivement à l'ONU, aux chefs d'Etat et aux diverses actions de lobbying pour obtenir des décisions à la hauteur des enjeux.

Enjeux qui sont à la fois climatiques et environnementaux, mais également sociaux et démocratiques. Raison pour laquelle nous avons toujours insisté sur l'importance des initiatives locales ou régionales, AMAP, alternatives agricoles ou même schémas de transition énergétique portés par des collectifs citoyens. C'est ici que l'on heurte une deuxième problématique, qui nous semble au coeur de la discussion du forum «*Le capitalisme : c'est par où la sortie ?*». A savoir quelle place doit-on donner aux expérimentations citoyennes, forcément partielles et imparfaites, dans un processus d'émancipation et de transformation profonde de nos sociétés. Cette problématique n'est pas nouvelle. Elle a toujours divisé le mouvement ouvrier entre ceux qui pensent pouvoir changer le monde en changeant le système et ses structures, et ceux qui mettent en avant la nécessité de commencer par changer ses propres pratiques, son quartier, sa communauté. →



Maxime Combes et Sophie Chapelle

Nous pensons que cette dichotomie est largement obsolète. Néanmoins, nous pensons que toutes celles et ceux qui essaient de construire cet autre monde à partir d'initiatives partielles et contradictoires donnent à voir une ligne d'horizon émancipatrice. En ouvrant une ou des voies à suivre, ils contribuent à desserrer l'étau capitaliste néolibéral qui étirent nos sociétés.

La question qui est donc posée aux mouvements sociaux, notamment en France et en Europe, est de savoir s'ils sauront s'appuyer sur ces porteurs d'alternatives concrètes pour inverser les rapports de force et substituer de la démocratie, de la sobriété et de la solidarité aux rapports de force capitalistes dominants actuels.

Si nous n'avons jamais fait abstraction des rapports de force politiques, économiques, géopolitiques et des conflits structurant des pays que nous avons traversés, nous avons essayé de contribuer à ces débats en dressant les portraits d'une infime partie de ces alternatives concrètes, certaines d'entre elles étant clairement tournées vers les défis climatiques et environnementaux.

Pouvez-vous nous présenter deux alternatives qui vous ont marqués et qui s'adapteraient à un milieu urbain et rural au Pays Basque ?

La grande majorité des expériences que nous avons rencontrées nous ont marqués.

A chaque fois, elles puisent leur force dans l'histoire des résistances locales.

Elles utilisent des savoirs propres aux communautés ou aux collectifs citoyens qui les portent. Et elles répondent à des défis particuliers auxquels ces communautés ou collectifs citoyens sont confrontés, notamment la survie de leurs conditions d'existence. Du coup, il est assez difficile d'extraire deux exemples et surtout de vous les présenter comme deux recettes à reproduire. Ce que ces expériences ne sont pas. En même temps, cela ne veut pas dire que ces alternatives n'ont rien à nous montrer et à nous enseigner. Chacune de ces alternatives porte une part d'universel. Mais un universel respectueux du local, des êtres humains, de l'environnement et des cultures. Un universel non dogmatique fait de solidarité, de partage, de sobriété, de démocratie qui engage à prendre en main collectivement son avenir.

Si nous ne devions donc en retenir que deux, nous penserions aux expériences d'agriculture urbaine à Détroit (Michigan), aujourd'hui assez célèbres, et Milwaukee (Wisconsin). A Milwaukee, c'est tout simplement une usine abandonnée qui a été récupérée et transformée en ferme écologique fournissant des habitant-e-s, restaurants et coopératives de distribution en produits frais.

Sur le versant rural, impossible de ne pas évoquer l'incroyable résistance et résilience développées par les habitants d'Intag, en Equateur, s'opposant à un effroyable projet de mine de cuivre à ciel ouvert qui détruirait une bonne part de la forêt humide qui les abrite. Dans cette lutte sans merci – ils ont repoussé et désarmé des paramilitaires engagés par une entreprise canadienne – ils ont su développer tout un tas d'activités économiques, socialement utiles et respectueuses de l'environnement, pour leur permettre de vivre de leurs territoires, sur leur territoire.

Que faire pour que ces expériences ne soient pas considérées comme l'exception mais la règle et le modèle à suivre ?

La question est très complexe. C'est toute une culture de la transformation et de l'émancipation qui est à reconstruire en ce 21^{ème} siècle. Cela prendra des années.

Prôner la généralisation et la diffusion de ces initiatives, si possible avec le soutien des collectivités locales, ne doit pas nous empêcher de voir que nous n'avons pas forcément inventé le logiciel adéquat pour ne pas retomber dans les travers d'une économie sociale et solidaire bien souvent trop institutionnalisée et ayant perdu toute perspective de transformation globale. Nous en reparlerons donc lors du forum...

Vous avez réalisé des petits reportages vidéo sur place. Quel est l'apport de l'outil vidéo pour le militantisme ?

La vidéo n'est qu'un outil. Nous souhaitons expérimenter la réalisation de reportages multimédias mêlant, sous un format accessible à tout internaute, écrit, vidéo et photos. Par la vidéo, nous souhaitons également rapprocher les personnes et initiatives que nous rencontrons de nos lecteurs. Donner à voir ce que nous pouvions voir nous-mêmes. A une condition, produire des vidéos de bonne qualité, que ce soit au niveau du contenu ou sur le plan technique. Cela nécessite beaucoup de temps et d'énergie, tant au moment de la prise de vue que lors du montage. Au final, si les vidéos sont moins regardées que les articles ne sont lus, nos vidéos ont été, d'après les retours que nous avons, plutôt appréciées et permettent, dans un format court, d'introduire des débats. Aujourd'hui, nous pensons que la vidéo est trop dépréciée dans les réseaux militants par ses sous ou sur-utilisations. Nous trouvons donc encourageant de voir que des sessions de formation vidéo pour les milieux militants commencent à se développer. On ne s'improvise pas vidéaste, même amateur.



A Milwaukee (E-U), une usine abandonnée récupérée et transformée en ferme écologique fournissant des habitant-e-s, restaurants et coopératives de distribution en produits frais.

CAPITALISME



C'EST PAR OÙ LA SORTIE ?

Bihotza pil-pil

Kiskil

Bihotza pil-pil ibili naiz Korrika pasatu delarik Ipar Euskal Herrian!

Ze plazerra bi urteetarik ikustea hola-ko mobilizazio handi bat.

Ehunka jende, edozein tendentzieta-koak, gizon ala emazte, haur ala gazte, herriko etxe, agintari politiko, sindikatu, instituzioko arduradun, ehunka elkarte, kirolari, euskaltzale... denek bat egiten euskaren alde.

Goresmenak, Euskal Irratiak eta Kanaldude herri telebixtari, bi hedabideei esker segitu ahal izan baitugu Ipar Euskal Herriko ibilbide guzira.

Txaloak, AEK eta Gau Eskoletako ordezkariak, antolakuntza perfektua baitzen, huts izpirik gabe.

Lasterka ari izan diren guzietan, are bi urte dauzkazue entrenatzeko eta aurtengin kilometroen kopurua hobetzeko!

Gogora heldu zait, lehen Korrikak pasatu zirelarik, zein jende gutti hurbiltzen zen.

Euskara garai haietan pixka bat deabrutua zen. Urteak pasa dira eta euskaltzaleek jakin izan dute gai hori emeki-emeki normalizatzen ekartzen.

Holako gertakariak bi urtetarik baino gehiagoetan behar genituzke, honi esker ahanzten baitira eguneroko arazoak eta jendarte honek bizitzen dituen kezak.

Aste berean, Korrika ibilki zela eta, beste bihotz pil-pil bat ukan dut, jakin delarik, Gatza 31 urte hauetan preso egon ondoan, libro ateratzen zela. Gizon honek ez du Korrika inoiz ikusi! 22 urteetan presondegi batean mutiko gazte bat sartu eta 53 urteetan berriz jendarteratua. Zenbat gauza ez dira pasatu, guretzat arrunt normalak direnak eta beste batzuk huts egin edota egiten dituztenak. Beste preso batzuk ere laster libratuak izanen direla aipu da, ea ba bake prozesu berri honek beste bihotzeko pil-pil batzuk eginaraziko dizkigun.

Primaderako lehen egun hauek, eguzkia agertzen zaigularik, arbolak lilitzen hasten direlarik, usain berri batzuk agertzen direlarik... kemena eta borrokatzeko gogo heldu zaigularik, negua giblean uzten dugu eta bihotza pil-pil segi dezagun bide onetarik ttipi-ttapa korrika.

□

FRANÇOISE LENOBLE

Une des fondatrices/animatrices de la monnaie locale l'Abeille



Monnaie Locale^(2/2)

(...)

Comment ça marche?

Tous les acteurs s'engagent par adhésion à l'association, signature de la charte et, en plus pour les professionnels adhérents, par la signature d'une entente. Dès lors, les particuliers peuvent acheter des bons d'achat en monnaie locale (1€ = 1 unité de MLC). Ces bons de 1, 2, 5, 10 et 20 Abeilles sont acceptés par les professionnels adhérents (producteurs, artisans, commerçants...). Les euros convertis en monnaie locale constituent un fonds de garantie placé dans une banque éthique (la NEF). Si besoin est, les professionnels (et eux seuls) peuvent demander la reconversion de leur éventuel surplus de MLC en euros. Une commission de 2% leur est demandée.

Nous appuyant sur les travaux de Silvio Gesell et les expériences concluantes de la monnaie Chiengauer (Bavière), Lignières en Berry, Wörgl (Autriche 1932), nous avons opté pour le principe de la fonte (démurrage) afin de dynamiser les échanges. Tous les six mois, une vignette correspondant à 2% de la valeur faciale du coupon doit être apposée au verso.

De 9 prestataires durant l'été 2009, nous sommes passés à 19 le jour du lancement officiel fin janvier 2010 et 44 actuellement. La diversité des services proposés permet à ceux qui le souhaitent d'utiliser fréquemment cette monnaie.

Un autre rapport à la monnaie

Notre génération et la précédente n'ayant jamais entendu parler de monnaie locale et de surcroît «fondante», inutile de dire qu'aux yeux de certains nous passions pour de doux rêveurs, mais que d'autres ont vu d'emblée l'intérêt que cela pouvait représenter pour la communauté.

Eveiller les consciences à un autre rapport à la monnaie, une autre utilisation, requiert patience et pédagogie. Nous essayons d'être présents sur le terrain le plus possible.

Plusieurs projets de MLC

Relayée par les médias dès janvier 2010, cette expérience a suscité curiosité, mais aussi intérêt. Depuis, d'autres groupes répartis sur le territoire national travaillent à l'élaboration de leur propre MLC.

2011 verra naître plusieurs monnaies en France, la plupart s'appuyant sur le modèle de l'Abeille.

De la prise de conscience à l'action

Localement, les conséquences positives se font également sentir :

✓ d'une part, nous avons maintenant la reconnaissance des élus locaux avec lesquels nous étudions le moyen d'utiliser la MLC pour le paiement de services municipaux,

✓ d'autre part, des consommateurs s'approvisionnent auprès des entreprises du réseau, ce qu'ils ne faisaient pas auparavant,

✓ certaines entreprises s'approvisionnent auprès de producteurs locaux et donc favorisent les circuits on ne peut plus courts,

Un an après le lancement officiel, si nous constatons que de nombreux citoyens ont pris connaissance de l'existence de l'Abeille et à travers elle du concept des MLC, il n'en demeure pas moins que, pour beaucoup, passer de la prise de conscience à l'action demandera encore du temps.

Un groupe engagé et disponible

Nos projets d'avenir sont :

✓ dynamiser le réseau en augmentant professionnels et consommateurs,

✓ pouvoir utiliser une partie du fonds de garantie sous forme de prêts pour des projets locaux éthiques.

Ce n'est que grâce à un groupe engagé et disponible au sein de l'association que nous pourrions atteindre ces objectifs, voire par l'embauche d'une personne salariée complétant l'équipe.

□

Demain une monnaie basque, écologique et solidaire ? Tokiko dirua, bihar hemen ere?

Forum     

CAPITALISME

C'est par où la sortie ?

L'EXPERIENCE DE LA MONNAIE LOCALE « L'ABEILLE »

Conférence - débat avec Françoise Lenoble
Vendredi 22 avril - 20h00
ESPELETTE - Salle Ezpeletarra (près du marché couvert)

★ ★ ★

EZPELETAN - Ezpeletarra salan (merkatu estaliaren ondoan)
Apirilaren 22a ostirala - 20:00etan
Françoise Lenoble-ekin hitzaldi eztabaida
«L'ABEILLE» TOKIKO DIRUAREN ESPERIENTZIA



Renseignements et inscriptions
Xehetasunak eta izen emateak
05 59 25 65 52 - info@bizimugl.eu
www.bizimugl.eu

bizi!

Kapitalismoa: nundik da irteera?

Baionan ere 4 hitzaldi eta proiektio eztabaida bat

Apirilaren 28an, Ostegunarekin, 20:30tan
"ESTRATEGIA ALTERMUNDIALISTA"
Hitzaldi-etzabaida **Gus Massiah**-k Munduko Foro Sozialeko eta ATTAC-eko Nazio Arteko Kontseiluko kidearekin.

Apirilaren 29an, Ostiralarekin, 20:30tan
"KAPITALISMOA: NONDIK OTE ATERA?"
Osoko hitzaldia **Michel Berhocoirigoin** (Laborantza Ganbarako lehendakaria), **Maxime Combes** (ekonomista, Klima Urgentzia Justizia Soziala-ko animatzailea), **Gus Massiah** (FSM/MFS-ko Nazio Arteko Kontseiluko kidea), **Amalia Munoa** (ELA sindikatuko idazkari orokor ordea), **Victor Pachon** (CADE eta LGV/AHL-aren kontra-ko koordinazioko bozeramailea)-ekin.

Apirilaren 30an, Larunbaterekin
"Agir concrètement pour sortir du capitalisme", hitzaldiak, proiektioak eta eztabaidak

10:30tan, "Et pourtant, ça existe !" :
Maxime Combes-ek (ekonomialaria, l'UCJSko animatzailea) eta **Sophie Chappelle**-k (Bastamag-en laborantza, kliman eta bizitokietan berezitu kazetaria)

14:30tan, "On s'y met, ici et maintenant"
: **Imanol Azpiroz Artano** (Zero Zabor), **Chantal Torre** (Age de faire-ek bultzatu ALLIESE sarearen proiektuarentzat), **Bizi!**-ren tokiko taldeetako kide batzuk, **Germain**, Lescar-Paueko Emmaüs komunitatekoa.

18:30tan Atalante zine-gelan : "Les sentiers de l'Utopie"

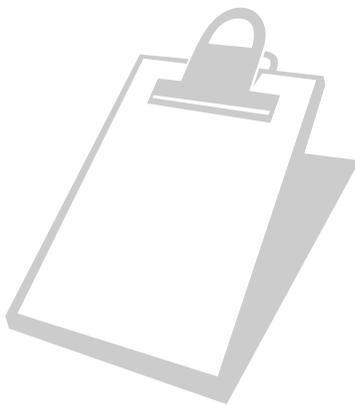
Les sentiers de l'Utopie fimaren proiektatzea, bi egileekin eztabaida batez segitua.

Maiatzaren Lehenean, Igandearrekin, 10:15tan, Baionan (San Ezpiritu zubian, tren geltokiaren aldean):

"Dégage le capitalisme!", besta eta aldarrikapen giroko desfilea... Egun horri buruzko xehetasunak datorren Alda!n.



L'Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org



Plus de 150 personnes à Hendaye pour la conférence de José Bové...



... et salle comble à la Visioconférence de Paul Aries à Bayonne : L'INSCRIPTION AU FORUM EST VIVEMENT CONSEILLÉE !



ELA fêtera ses 100 ans le samedi 11 juin à Bilbo. Infos sur le bus d'Iparralde au 05 59 25 65 52



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrkia
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



Réforme de la PAC 2013

Table ronde d'EHLG



aujourd'hui encore, dans ce contexte idéologique sous-jacent, l'accusation d'ethnisme est systématiquement avancée pour discréditer voire criminaliser les mouvements qui luttent pour la reconnaissance institutionnelle du territoire et de la langue basque. C'est donc en premier lieu la croyance en la nature strictement essentialiste du monde basque qui permet la construction du discours soutenant l'idée du caractère inopératif de la volonté d'institutionnalisation du Pays Basque Nord.

Enb.: Dans ce contexte quel est l'argument central des sphères basquistes?

T.P.: En Iparralde, les revendications basques contemporaines ne suggèrent en rien une vision communautariste du fait culturalo-linguistique si ce n'est qu'elles défendent l'existence d'un espace symbolique et linguistique basque territorialisé. Les militants basques, quelles que soient leurs appartenances politiques et le degré de leurs aspirations à l'autonomie, ne souhaitent pas une société communautariste. Ils militent au contraire pour désenclaver la culture locale de l'imaginaire de l'étanchéité, de l'imperméabilité basque; imaginaire lui-même largement issu du processus historique d'ethnologisation du monde basque. Ils défendent des droits civiques. Et, notamment, celui de vivre en langue basque. Le militantisme basque revendique des droits non pas communautaires mais citoyens. Les droits (et devoirs potentiels) des citoyens du territoire Pays Basque Nord.

Cette interview a été publiée dans la revue d'Eusko Ikaskuntza, sous la direction de Maite Ithurbe.

L'ouvrage de Thomas Pierre est issu de la thèse en anthropologie sociale et ethnologie qu'il a soutenue à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris. Cette étude a été récompensée du prix Culture Basque 2007 décerné conjointement par la ville de Bayonne et la Société d'Études Basques Eusko Ikaskuntza.

RIEN de ce qui touche à l'agriculture ne laisse indifférents les citoyens d'Iparralde. Sinon comment expliquer la présence de plus de 200 personnes vendredi après midi au débat organisé par Euskal Herriko Laborantza Ganbara à Ainize? Le thème du jour «Réforme de la Politique agricole commune: quelle politique agricole et alimentaire?» n'avait pourtant rien d'un sujet facile. Pour en débattre les responsables d'EHLG avaient convié trois eurodéputés: José Bové d'Europe Ecologie, vice-président de la Commission agriculture du Parlement européen, Alain Lamassoure, UMP, président de la Commission du Budget et Stéphane Le Foll, vice-président du

tine, membre d'ELB, a souligné la place des petites fermes dans le paysage agricole d'Iparralde et leur devenir dans la future PAC. Xabi Ilharramouno, producteur de lait de vache, membre de l'APLI (association des producteurs de lait indépendants), a rappelé la situation dramatique des petits producteurs de lait de vache et les efforts faits par l'association pour attirer l'attention des pouvoirs publics. Joanes Goyhenetche, membre de la délégation Pays Basque du Comité contre la faim et pour le développement a défini les exigences du CCFD en matière de souveraineté alimentaire face à la réforme de la PAC. Enfin, Sylvie Barrans, animatrice de l'Amap Donibane Lohitzune a insis-



De g. à dr.: Michel Berhocoirigoin, José Bové, Jacques Le Cacheux, Pantxika Maitia, Alain Lamassoure et Stéphane Le Foll

groupe socialiste au Parlement européen et en charge des questions agricoles au PS.

Après l'accueil de la modératrice Pantxika Maitia, Francis Poineau, trésorier d'EHLG introduisait le débat en présentant les enjeux de la réforme de la PAC qui doit entrer en vigueur en 2013. Il revenait à Jacques Le Cacheux, professeur d'économie à l'UPPA et Sciences Po Paris, de tracer les grandes orientations de la réforme. Il s'est appuyé sur le projet préparé par le Commissaire européen chargé de l'agriculture, le roumain Dacian Ciolos.

Témoignages de 4 acteurs de terrain

Les organisateurs du débat avaient eu l'heureuse idée de fixer un cadre fort rigide au débat en le circonscrivant à quatre thématiques. Ainsi les eurodéputés avaient pour mission d'expliquer le contenu et les enjeux de la réforme à l'aune des quatre sujets choisis. Les interventions de chacun des intervenants étaient ainsi canalisées et Pantxika Maitia s'est chargée, avec un sourire ferme, d'éviter tout débordement. Plus de trois heures durant, le public n'a pas perdu une miette d'un débat d'une grande technicité, mais que le souci didactique des trois eurodéputés a rendu compréhensible même à ceux qui confondent la manex tête noire avec le mouton à cinq pattes.

Toutefois, l'idée la plus brillante de l'après-midi a été d'introduire, avant les interventions des eurodéputés, chacune des quatre thématiques par les témoignages de quatre acteurs du terrain. Marie-Claire Leurgorry, paysanne soule-

té sur l'importance des circuits courts citoyens et plaidé pour la prise en compte de la relocalisation de l'alimentation dans la PAC.

Plaidoyer pour l'humain

Ces témoignages des acteurs de terrain, destinés à fixer un cadre aux interventions des eurodéputés, ont eu le mérite d'éviter l'écueil d'exposés purement techniques, truffés de références réglementaires ou de chiffres et d'humaniser le débat, en le maintenant au niveau des préoccupations quotidiennes des hommes et des femmes de la communauté paysanne. Les trois intervenants l'ont bien compris en rattachant leur analyse de la réforme aux réalités exprimées par les quatre témoins. Le positionnement anti-libéral de José Bové, son attachement à la défense des exclus du modèle dominant, et celui, proche, de Stéphane Le Foll, préconisant l'encadrement et la réglementation du marché alimentaire, n'ont surpris personne. Les propos, volontiers provocateurs du libéral Lamassoure, attaché à la libre circulation des biens dans le cadre de l'OMC, ont toutefois été tempérés par ses considérations sur la nécessité d'un encadrement et d'une définition des besoins des petites exploitations par territoire. Il revenait à Michel Berhocoirigoin, président d'EHLG, de clôturer la table ronde. Dans son intervention, Michel insistait sur la nécessité d'une primauté des choix politiques en faveur de l'humain sur les considérations purement économiques de marché et la part belle faite aux profits financiers.



Référendum catalan sur l'indépendance à Barcelone

Avec 18,4 % de participation et 89,7% de oui, la capitale de la Catalogne achève le cycle de référendums locaux non officiels sur l'indépendance, commencé en septembre 2009.

BARCELONE et 21 municipalités catalanes ont le 10 avril répondu oui à la question suivante: «*Etes-vous d'accord pour que la nation catalane devienne un Etat de droit, indépendant, démocratique et social, intégré dans l'Union européenne?*» Sur un taux de participation de 18,7%, 89,7% des électeurs ont répondu oui, 8,8% non, pour 1,52% de blancs. Sept mille bénévoles regroupés autour de la plate-forme Barcelona decideix s'étaient mobilisés pour or-

pays, ce qui constitue une solide base de départ pour les partis indépendantistes.

Le référendum du 10 a été suivi trois jours plus tard d'un débat et d'un vote au Parlement catalan. A la demande du nouveau parti indépendantiste SI, les députés devaient se prononcer sur une proposition de loi déclarant l'indépendance. CiU, le parti majoritaire qui gouverne le pays avait le résultat du vote entre ses mains. Ses 62 députés, ainsi que les 9 Verts se sont abstenus, face aux

“Les ambiguïtés du CiU sont sans doute à l'image des opinions qui traversent le corps social catalan.”

Le débat parlementaire a toutefois été particulièrement vif le 13 avril, une députée PP affirmant sans rire: «*Dieu veut que cela n'aille pas plus loin*». Les opposants ont à loisir tenté de réveiller le réflexe de la peur avec le risque d'appauvrissement généralisé et brutal de la Catalogne en cas d'indépendance. Un député socialiste a fait plus vicieux: il n'est pas vraiment contre l'indépendance... mais ce n'est pas prévu par la Constitution, donc il faut d'abord changer la Constitution espagnole. Le CiU a expliqué ainsi son abstention: il n'y a pas de majorité sociale pour l'indépendance et elle n'est pas inscrite dans le programme pour lequel le parti a été élu, donc...

Les ambiguïtés du CiU sont sans doute à l'image des opinions qui traversent le corps social catalan. Mais le rôle d'un parti est aussi d'accompagner le changement et non pas seulement de suivre le vent dominant. Le balancement des autonomistes ressemble comme deux gouttes d'eau à celui du PNV en Pays Basque, le fameux «*parti pendulaire*», partagé entre un souverainisme populaire et sentimental d'un côté et un autonomisme de gestion de l'autre.

Le camp qui a soutenu et mis en œuvre ce référendum (ERC, SI et plusieurs organismes ad hoc) ont un immense mérite. D'abord, ils n'ont pas eu peur de l'échec. Ils ont osé. Ils ont secoué la passivité et la léthargie qui font la force des appareils d'Etat, «*l'à-quoi-bonisme*» si répandu en Catalogne comme ailleurs. Ensuite, ils sont passés à l'acte et mis en œuvre une démarche éminemment difficile. Enfin, pour la première fois, ils ont révélé le souverainisme catalan à lui-même, ils l'ont cristallisé avec une opération qui va bien au-delà des simples manifestations de rue habituelles. Le résultat des ces référendums locaux aura forcément une incidence dans l'histoire politique de la Catalogne, dans l'évolution des partis politiques et de la société toute entière.

Décidément, le Discours de la servitude volontaire (1) rédigé par Etienne de la Boétie en 1549, n'a pas pris une ride.

(1) Dans ce court ouvrage, La Boétie porte son attention sur les sujets privés de leur liberté et pose une question majeure: comment peut-il se faire que «*tant d'hommes, tant de bourgs, tant de villes, tant de nations endurent quelquefois un tyran seul, qui n'a de puissance que celle qu'ils lui donnent?*».



18,7% de participation au référendum sur l'indépendance catalane à Barcelone

ganiser cette journée dans 347 collèges électoraux, en présence d'une cinquantaine d'observateurs internationaux. Pour ses promoteurs, ce référendum a été un succès, dans la mesure où un référendum précédent organisé tout à fait officiellement par la municipalité de Barcelone il y a peu, au sujet d'une restructuration urbaine de la capitale, n'avait mobilisé que 12,1% du corps électoral.

Pour ses détracteurs, la participation le 10 avril demeure faible, mais l'organisation de cette consultation, bien que sous une forme non officielle, a enclenché un débat politique intense et passionnel en Catalogne comme en Espagne. Les spécialistes considèrent aujourd'hui que 20 à 30% des Catalans sont favorables à l'indépendance de leur

13 députés d'ERC et de SI qui ont voté oui; les élus PP, PSOE et Cs ont bien entendu voté non.

Indépendantistes le dimanche, pragmatiques le mercredi

CiU, le Président de la Catalogne Artur Mas et le gouvernement, se trouvaient dans la position la plus inconfortable. Ils avaient appelé à voter «*symboliquement*» oui au référendum trois jours plus tôt (hormis la tendance Unio du parti qui s'y était opposé), mais mis au pied du mur dans l'enceinte du Parlement, ils s'abstenaient piteusement.

«*Indépendantistes le dimanche, pragmatiques le mercredi*» ont persiflé leurs détracteurs, la presse socialiste parlant d'un «*indépendantisme du dimanche*»...



Sortu: la légalisation s'éloigne Bildu peine à convaincre les Espagnols

Arrestations, violences et nouvelle décision de la Cour suprême rendent improbable toute candidature de Sortu et compromettent Bildu.

LES Espagnols se régalaient: vous voyez bien que rien n'a changé, malgré toutes les grandes déclarations de la gauche abertzale! L'arrestation de deux membres de l'ETA le 9 avril dans la Creuse et le tir dont fut victime un gendarme français à cette occasion, puis la découverte de 1,6 tonnes de matériel et d'explosif, assortie de trois nouvelles arrestations les 13 et 14 avril en Hegoalde, sont du pain béni pour le PP et le ministre socialiste de l'Intérieur. La gauche abertzale déclare aussitôt que «*les engagements pris par ETA avec le cessez-le-feu*» ne sont pas «*compatibles avec la fusillade*» et parle d'une attitude «*incompréhensible et injustifiable*». La nouvelle coalition électorale abertzale de gauche Bildu annonce que ses candidats signeront un texte en dix points contre l'usage de la violence. Mais tant qu'ETA reste en activité, tout cela ne demeure aux yeux des Espagnols que faridondaines et billevesées. Ils veulent obtenir la disparition définitive de l'organisation armée basque et ne sont pas prêts de lâcher l'affaire. Ils savent qu'ils tiennent la gauche abertzale par le collet, pour ne pas dire plus.

La cour suprême s'est fait un plaisir de rejeter le 14 avril le recours pour nullité présenté par Sortu, en somme une ultime gâterie, avant de confier le bébé au Tribunal constitutionnel qui lui aussi va nous faire un grand cours de droit de quelques dizaines de pages pour nous expliquer doctement que Sortu ne s'inscrit pas dans la légalité espagnole.

De son côté, Rubalcaba prépare la manche suivante. Il peaufine des listes de suspects, avant même qu'ils ne soient candidats sur les futures listes électorales de la coalition Bildu. Pour éviter qu'elles ne «*soient contaminées*» par les pro-ETA. L'appareil d'Etat espagnol tourne à plein régime dans cette préparation de la prochaine chasse aux sorcières.

Pour la gauche abertzale, Canossa est encore bien loin. Quant au fameux groupe de contact de Brian Currin et sa Commission de vérification du cessez-le-feu, ils sont plutôt discrets... L'Etat fonctionne parfaitement dans le Royaume d'Espagne, sous l'œil bienveillant ou l'indifférence de la communauté internationale. Au fait, comment dit-on «*Pourvu que ça dure*» dans la langue de Cervantés?

Aberri Eguna

CETTE année, le jour de Pâques, et donc pour les abertzale jour d'Aberri Eguna, coïncide avec la tenue de Nafarroaren Eguna à Baigorri.

Dès le départ, nous avions pensé que ces deux manifestations pouvaient cohabiter en un même lieu avec, pour notre part, l'idée de la réalisation d'un acte politique unitaire et symbolique réunissant l'ensemble des mouvements politiques abertzale durant une partie limitée de la matinée aux abords de la fête culturelle. Et ce, sans interférer avec les propres animations liées à Nafarroaren Eguna. Cela partait donc d'une volonté de ne pas mettre en «*concurrence*» ces deux événements. Force est de constater que nous nous sommes lourdement trompés car il s'est avéré finalement qu'organiser un acte politique d'Aberri Eguna le même jour et au même

endroit qu'une fête culturelle emblématique était en fait une fausse bonne idée.

Malheureusement cette idée généreuse, ouverte, unitaire et de rassemblement a été supplantée par une volonté hégémonique d'Independientistak Sarea qui, tout en refusant la tenue d'un acte unitaire, a réussi à imposer «*son*» acte propre d'Aberri Eguna, au cœur de la fête et en plein centre bourg de Baigorri.

Nous ne pouvons que déplorer l'instrumentalisation de Nafarroaren Eguna et de Baisaizea sous couvert de neutralité politique.

Devant cette situation d'imposition, nous n'organiserons donc aucune célébration de l'Aberri Eguna et nous invitons malgré tout nos militant(e)s à prendre part à Nafarroaren Eguna le dimanche 24 Avril à Baigorri.

Abertzaleen Batasuna

preso

● **MAE.** La ronde infernale des MAE se poursuit. Beñat Lizeaga et Bergoi Madernaz ont été remis le 11 avril aux autorités espagnoles, après aval de la Cour d'appel de Pau, et incarcération. Le quinquagénaire Goio Jimenez, arrêté le 8 mars, a vu le 15 avril son MAE accepté par la Cour de Pau.

● **La traque.** A la suite d'une opération de la garde civile, deux frères, agriculteurs et producteurs de fromage Idiazabal, ont été arrêtés le 12 avril à Legorreta (Gipuzkoa). Aitor et Igor Esnaola, connus également dans les milieux de la force basque, en tant que segalari, étaient des militants dits «*légaux*» d'ETA, c'est-à-dire non clandestins, selon la police. La perquisition de leur vieille ferme aurait mis au jour une poche contenant 900 kilos d'explosifs. Deux jours plus tard, dans une de leurs fermes voisines et autres zulo, d'Aizkorri et Aspizroz, 750 autres kilos étaient découverts, auxquels s'ajoutent des armes et du matériel. «*La plus importante poudrière d'ETA*», selon les autorités espagnoles.

Alors qu'un troisième homme, Andoni Goikoetxea, membre présumé de ce commando légal «*Erretua*», échappait à la police, on apprenait qu'un des frères Esnaola, Igor, était remis en liberté le 15 avril...

● **Libérations contestées.** Deux libérations, le 13 avril des prisons espagnoles ont défrayé la chronique. Le plus ancien preso d'ETA, Jose Maria Sagardui «*Gatza*» sortait, après 31 ans d'incarcération, à l'âge de 53 ans. Antonio Troitino quittait la prison de Huelva après 24 ans de détention. Polémique sur ces décomptes: la «*doctrine Parot*», qui consiste à allonger les peines, n'a pas été appliquée dans ce dernier cas. D'où l'appel du parquet de l'Audiencia nacional qui réclame l'exécution de la jurisprudence répressive telle que le Tribunal suprême l'a imaginée à partir de la situation d'Unai Parot, en prison depuis plus de trente ans. La libération de «*Gatza*», pourtant régulière, n'étant pas non plus du goût de tous. Aux côtés de sa famille venue l'accueillir, des manifestants «*Victimes du terrorisme*» exprimaient leur mécontentement.



Plazerraren indarra

● Jakes Bortayrou

BORROKA luzeen jarraitzeko motibazioak hauspoa behar du. Borrokalarien nahikaria indartsua izan behar da. Jende edota multxo sozial batzuen interes objektiboak inportanteak dira bai eta sentimenduak ere. Haserrea edo beldurra izan daitezke batzuetan mugimendu kolektiboak piztu eta elikatzen dituztenak. Baina luzaran bestelako bizipenak ere ezinbestekoak dira: poza edo plazerra adibidez. Eta hauxe da oroz gainetik euskaltzale guzietan bi urtero korrikak ekartzen dizkiena. Hamazazpigarren edizioa amaitu berri den unean eta antolatzaileek eginen duten bilan sakon eta zehatzagoa aparte utzirik, bide bazterretan ikusi edo bukaera egunean entzun denagatik, betiko "magia" funtzionatu dela erran daiteke. Antzeko bizipen kolektibo indartsuak beste nunbait atxeman daitezke: manifestaldietan, mitinetan, kontzertu erraldoi nahiz intimistetan ere. Halere, nehorik ez du ukatuko euskararen aldeko lasterkaldiak emozio iturri oparo eta agortezina bilakatu dela, dituen ezaugarri bereziengatik. Edizioz edizioz errepikatzen bada ere, aldi oro desberdina da eta lelo, irudi nahiz kantu berriek ekitaldi bakoitzari emaiten diote haren berezko kutsua. Ekitaldiak hamaika aurpegi baditu. Orduz ordu berdintsu iragaiten bada ere, giro ar-

runt desberdinak eta araberako emozioak sortzen dira gauaz edo egunaz, hirian eta baserri munduan, eguzkipean ala euripean. Bestelako ekitaldiekin gertatzen denaren alderantziz, jendea ez doa ekitaldira. Ekitaldia doa jendearengana, parte hartzaileak herriz herri bilduz eta berriz pausatuz bide bazterrean. Halaber, parte hartze aktiboa ezinbestekoa da, bakoitzak nahi duen eta posible duen heinean. Korrika ez da ikuskizun bat, ekintza bat baizik. Denak aktibo, denak beharrezko. Iraupenak ere badu bere garrantzia, norberak hautatzen ahal baitu gustukoak dituen lekuak eta momentuak bizitzea, bukaera erraldoia iritsi arte. Sinbologia azkarra badu korrikak, antropologo batzuek ikertu dutena. Lekukoaren transmisioa, barneko mezu sekretua, ibilbidea aitzinatua ahala, egunez egun euskararen herria agertaraztea, ahantzi gabe kilometroen etengabeko kateak sortzen dituzten elkartasun eta erantzukizun handia: jende askok nirekin, gurekin kontaktzen dute, nik, guk besteekin kontaktzen dugun bezala, ekitaldia behar bezala iragaiteko eta helmugara iristeko.

Hizkuntzaren berreskurapen borroka luze honetan arlo guzietako euskaltzale ororen arma indartsua da korrika. Konzientizazio tresna zorrotza eskaini, lanean jarraitzeko



... Hizkuntza borrokak, ... egiazko iraultza kulturala ere du helburu"

oxigenoa eman, eguneroko lanari zentzua ekarri eta indartsuago izaiteko sentsazioa sustatzen du. Ez baita gutti eta beharrezkoa baita. Alabainan, hizkuntza borrokak, aldarrikapen borroka izaitiaz gain (podere eta administrazioari ezagupena, neurriak eta baliabideak eskatu), egiazko iraultza kulturala ere du helburu: hizkuntza ohiturak eta jarduerak aldatu. Duela mende erdi bat pasa, holako aldaketa gertatu zen erdararen fagoretan. Alde batetik jendeari bortizki inposatua izan zitzaion eta bestalde irudi modernoago eta desiragarria lortu zuen hizkuntza bereganatu nahi izan zuten herritar frangok. Euskararen aldeko hizkuntza jarduera aldaketa aldiz, korrantearen kontra doa. Inertziaren indarra du etsai. Euskaldun orok eta bereziki euskara ikasi eta mintzatzen hasi den euskaldun berriak horren berri badu, euskara komunikazio tresna bilakatzea lortzearen plazerra dastatzen duen bezala. Plazer horri esker lot-sak eta trabak gaingitzen dira askotan. Korrikak ekartzen digun plazerrak euskalari izaiten segitzeko indarra eman diezagun!

Sur votre agenda

Apirila:

● **Ortzirala 22a, ar.6-etan, BAIONA** (Eusko Ikaskuntza). Mintzaldia: Telesforo Monzon —en hiltzearen 30— garren urteurrena.

● **Samedi 23, 17h, BAIONA** (Librairie Elkar). Conférence: "Un des princes du pastel, le Bayonnais Jean de Cheverry (vers 1495-1555)", par Francis Brumont.

● **Samedi 23, à partir de 18h, MIARRITZE** (Parc Mazon). Oskorri dans le cadre des 15^e Fêtes de Bibi-Beaurivage.

● **Larunbata 23a, ar.9etan, BAIGORRI (Eliza)**. Musikaldia: betiko doinuen haritik.

● **Igandea 24a, BAIGORRI**. Nafarroaren Eguna.

● **Lundi 25, de 9h à 16h, MIARRITZE** (quartier Bibi-Beaurivage). Marché des producteurs fermiers organisé par EHLG.

● **Jeudi 28, de 10h à 13h, ANGELU** (Bureaux d'Hemen). Atelier emploi transfrontalier. S'inscrire: hemen@hemen-herrikoa.org



La korrika 17 a rencontré un joli succès lors de la traversée des provinces du Pays Basque Nord

Sommaire

● CAHIER N°1 ENBATA

Thomas Pierre: "Le déni d'histoire est un déni d'humanité" 4 et 9
Référendum catalan sur l'indépendance à Barcelone 10

● CAHIER N°2 «ALDA!» quatre pages de 5 à 8
Encart: Les Verts, Alliance Libre Européenne

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190 **Mail:** enbata@wanadoo.fr